

La Suisse dans le monde d'aujourd'hui



Réflexions sur la situation stratégique mondiale
en 2008
par l'Union démocratique du centre (UDC)

Octobre 2008

Remarques préliminaires

Le monde est en mouvement et le restera. Le rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse (RAPOLSEC 2000) est depuis longtemps dépassé. Le bouleversement géopolitique mondial de 1989 n'a que peu d'influence sur les événements d'aujourd'hui. Cela contrairement aux tensions persistantes au Proche Orient, aux nouveaux rapports de force dans le Caucase, à la course aux armements en Russie, au Proche et en Extrême Orient, autant de facteurs qui déterminent aujourd'hui la marche du monde.

Le monde connaît aujourd'hui une **redistribution des cartes politiques au profit de l'Asie**. La Russie, quant à elle, recouvre son lustre d'antan et fait la démonstration éclatante de sa puissance retrouvée. Les Balkans sont encore loin d'avoir trouvé une quelconque stabilité. En Iraq et en Afghanistan les tentatives de convertir l'Etat et l'économie à des valeurs occidentales ont clairement échoué. L'**extrémisme islamiste** est en marche. L'espoir qu'un jour le droit remplacerait l'usage de la force dans le monde s'est avéré être une utopie de plus. Les **organisations internationales** (ONU, OTAN, OSCE) **et les unions supranationales** (UE) sont sur le **déclin**; dans aucun des théâtres où elles se sont engagées, elles n'ont été en mesure d'établir un pouvoir unique jouissant d'une assise constitutionnelle.

En **Europe** la **guerre d'influence**, que se livrent la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ne cesse de s'intensifier. L'OTAN est divisée, le leadership des Etats-Unis est remis en question et les divers membres rechignent de plus en plus à engager des troupes. Alors que de nombreux Etats européens négligent leur armée depuis 1989, laissant leur matériel tomber en désuétude, la **Russie** ainsi que les **pays du Proche et de l'Extrême Orient s'arment à grande vitesse** – un déséquilibre militaire qui se creuse jour après jour et qui ne restera pas sans suites.

Les **pays nordiques frontaliers de la Russie** (Norvège, Finlande, Etats baltes) craignent pour leur intégrité territoriale face à un voisin russe de plus en plus puissant; ils se sentent aussi **abandonnés par l'OTAN**, et l'intervention musclée de la Russie en Géorgie n'est pas pour les rassurer. Les nouveaux Etats membres de l'OTAN d'Europe de l'Est doutent de la volonté réelle de l'organisation de leur servir de bouclier contre les éventuelles velléités de leur puissant voisin. Une critique franche, à laquelle souscrivent plus ou moins ouvertement la plupart des Etats d'Europe de l'Est, membres de l'OTAN.

Leur inquiétude croît depuis que la **Russie** a dénoncé le Traité sur les forces conventionnelles en Europe et à mesure qu'elle met en service de **nouveaux systèmes d'armes à la fois modernes et puissants**: de nouveaux sous-marins atomiques équipés de nouveaux missiles intercontinentaux "capables de déjouer tous les systèmes de défense", de nouveaux chars de combat. Le plus inquiétant tient au fait que cinq milles chars de combat seraient stationnés dans la seule partie européenne de la Russie (NZZ am Sonntag, 23.12.2007).

Les **litiges portant sur les ressources naturelles** (matières premières, nourriture, énergie, eau) et leur transport se multiplient. L'**Afrique**, oubliée durant deux décennies, revient sur le devant de la scène internationale de par l'intérêt stratégique qu'elle suscite chez les grandes puissances (Chine, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France).

La guerre n'est pas un modèle en voie de disparition

Après les bouleversements de 1989 (fin de la Guerre froide) et de 2001 (attentats du 11 septembre) le monde se retrouve déjà à l'aube du chambardement suivant. **Le dynamisme, les incertitudes et l'effet surprise** ont remplacé une longue phase de sécurité planifiée. L'un des éléments de ce changement est l'émergence d'un **monde multipolaire composé d'Etats-nations**. Les plus grandes puissances combattent pour garder le pouvoir ou le conquérir. La guerre n'est pas – et le cas de la Géorgie est là pour le rappeler – sur le point de disparaître; elle joue un rôle essentiel. Ni l'ONU, ni l'OTAN (le bras armé de l'ONU), ni les Etats-Unis, ni l'Union européenne ne sont des gendarmes du monde désintéressés et prêts à stopper net le premier despote venu. Les peuples libérés n'attendent pas – contrairement à ce qu'a pu croire l'Occident – de se voir inoculer les principes occidentaux de démocratie, d'économie de marché et de constitutionalité. La "communauté de peuples" prétendument désintéressée et dont le but est de faire adopter au monde de hautes valeurs morales, n'est qu'une illusion. Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à défendre leurs intérêts, les agissements de la Russie et de la Chine en matière de ressources naturelles et de lutte de pouvoir ne sont pas non plus empreints d'altruisme. **Les intérêts nationaux dictent la conduite des grandes puissances.**

Le petit Etat qu'est la **Suisse** n'est en position de force ni dans le grand jeu géostratégique pétrolier, ni dans la lutte d'influence des grandes puissances. La garantie et l'autonomie de la sécurité a de tout temps représenté un pilier essentiel dans l'affirmation de notre pays sur la scène internationale ainsi que dans sa réussite politique et économique. Rien ne semble indiquer aujourd'hui que ce pilier perdra de son importance. Dans le cadre d'une politique de sécurité sérieuse il conviendrait de définir **les menaces** qui pèsent sur la Suisse **de façon réaliste** en tenant compte du vrai visage du monde d'aujourd'hui. Ces menaces diffèrent souvent d'un pays à l'autre, même au sein de l'Europe. L'idée que le Mal puisse être localisé géographiquement et éliminé à l'échelle mondiale par des moyens militaires relève de l'utopie. Dans la réalité d'aujourd'hui il faut compter avec un **effet de surprise stratégique**. C'est pourquoi les réponses de politique de sécurité doivent reposer sur une analyse sérieuse de ses propres vulnérabilités.

La Suisse peut aussi devenir une cible

La Suisse reste un petit Etat dans le concert européen des nations. Mais en Europe aussi les rapports de force changent, suite aux développements technologiques, à de nouvelles formes de violence, à la nouvelle image que l'on se fait de la société et des soldats. Avec l'islamisme radical, la **violence religieuse**, le plus ancien fléau de l'humanité, fait son grand retour. En Suisse comme dans le reste de l'Europe. La violence religieuse n'investit pas les locaux, mais les **esprits** (souvent par le biais d'Internet). Les luttes de pouvoir pour la maîtrise des ressources naturelles n'épargnent pas non plus la Suisse. Les **axes de transit** traversant les Alpes redeviennent un enjeu stratégique de première importance.

Un danger de plus pour la sécurité de la Suisse provient de ce que nos autorités (par crainte des accusations de racisme brandies par les médias et les milieux intéressés) se cachent à elles-mêmes les dangers liés directement à l'**immigration** (immigration incontrôlée, procédures de naturalisation laxistes). Le risque de voir des étrangers établis en Suisse se retourner contre notre pays est d'ailleurs traité avec une incurie coupable.

Chaque génération de Suisses doit réaffirmer, à la lumière des menaces du moment, son souhait de vivre dans une démocratie directe indépendante. Le fait que la Suisse soit le **château d'eau de l'Europe** peut être source de conflits. En tant que **nœud de communications** la Suisse du XXI^e siècle est également au centre de nombreuses préoccupations. Son désir d'indépendance est un défi permanent et elle ne vit pas en marge du monde. Même si une agression directe sur son territoire est peu probable, des actions hostiles ne sont pas impossibles. La Suisse se doit de protéger ce qu'elle a de plus cher.

Dans le cadre de la paix durable que nous connaissons depuis plusieurs décennies, la Suisse a elle aussi **considérablement réduit la taille de son armée**. Et ce qu'il en reste est négligé par le politique. La tête de l'armée et du DDPS, résolument tournés vers les opérations internationales, disloquent le lien unissant l'armée à la Suisse. Et la disponibilité de l'armée a beaucoup souffert des réformes précipitées, bâclées et partiellement ratées auxquelles elle a été soumise. De l'aveu même de sa direction, l'armée suisse d'aujourd'hui n'est **pas prête à être engagée**. **L'esprit de milice se perd**. Et avec lui les connaissances et les expériences que la milice a pu apporter à l'armée. La **perte de substance** est inquiétante. La classe politique néglige son propre pays, qu'elle est censée servir, et sacrifie par là même la sécurité de ses concitoyens.

Ces erreurs doivent être corrigées dans le cadre d'une nouvelle définition de la **mission de l'armée** tenant compte des risques qui prévalent aujourd'hui. L'article constitutionnel traitant de l'armée et de la défense nationale énonce bien les principes fondamentaux, mais ne leur attribue pas de mission précise. Celle-ci est du ressort du **Conseil fédéral**. Elle doit contenir des **objectifs concrets**, dont la réalisation doit être mesurable. Quant à la direction de l'armée, elle a la responsabilité de l'exécution de la mission.

Au vu des **incertitudes** qui planent sur la **situation internationale**, et des **moyens militaires** en présence, une attaque surprise ne peut jamais être écartée. Une **disponibilité élevée et adaptée aux menaces, d'une partie ou de l'ensemble de l'armée** est la seule réponse adéquate dans l'état actuel des choses. Cette disponibilité pourrait être garantie par une milice aux effectifs échelonnés et rapidement mobilisables.

Comme il est devenu impossible avec les nouvelles formes de menaces (terroristes par exemple) de tracer une ligne nette entre la **sécurité intérieure et extérieure**, il convient aujourd'hui plus que jamais de favoriser une **collaboration**, juridiquement clairement définie, des divers organes de sécurité (armée, polices, gardes-frontière, etc.) au sein de structures commando bien entraînées et organisées.

Au lieu de prendre les problèmes à bras le corps, la direction actuelle de l'armée s'accroche à l'idée farfelue (voir la Géorgie!) que toute menace est annoncée au moins dix ans avant, laissant suffisamment de temps à l'armée pour finaliser des achats de matériel, étoffer ses rangs et former les soldats. En cas de coup dur, une armée ne peut faire que ce qu'elle a appris, ce pour quoi elle a été équipée et formée sur le terrain – et non ce que des ronds-de-cuir ont élaboré sur le papier dans le confort feutré de leur bureaux. Serait-il seulement possible en cas de besoin de mener à bien des achats d'armement de plusieurs milliards, dans les délais qu'exigerait la situation? Rien n'est moins sûr.

Arrêtons avec cette **farce** et ayons une image réaliste de la menace. Pourquoi devrais-je suer sang et eau à l'entraînement – se disent officiers et soldats – alors que les guerres n'éclatent jamais sans un avertissement préalable?

La **mission sécuritaire** de l'armée se trouve en porte à faux avec le concept de la montée en puissance. La montée en puissance n'est qu'une illusion destinée à cacher une attitude de défaitisme.

L'appareil politique du DDPS, jusqu'à son chef, se plaît à faire des jeux de mots frivoles, comme si le "savoir faire" en matière d'engagements indispensables suffisait, alors que le "pouvoir faire" de la troupe pouvait être laissé au libre choix d'une armée modulable. Dans le cadre de cette **fuite devant les responsabilités**, des compétences indispensables ont été perdues et des systèmes d'armes (armes anti-chars d'infanterie) envoyés à la casse. Même le chef de l'armée (Christophe Keckeis lors de sa démission fin 2007) estime que l'armée ne peut **pas être engagée dans un cas critique**. Le peuple, auquel on avait pourtant promis lors de la votation sur le projet Armée XXI, une armée moderne et puissante, se sent aujourd'hui floué.

C'est grâce au dévouement de nombreux cadres professionnels et de milice, engagés et compétents, que la formation est toujours menée avec autant de sérieux, même si ce n'est pas le cas dans toutes les armes et dans toutes les unités, et malgré l'absence de concept cohérent venant de Berne. Mais la **crise existentielle de l'armée**, que l'on doit à la direction de l'armée elle-même et au politique, est aujourd'hui un fait avéré. Les soldats, quel que soit leur grade, ne peuvent surmonter seuls ce défi. Pour ce faire il faut des objectifs crédibles et réalistes fixés par le monde politique.

Nouveau nationalisme

Les Balkans, la Russie, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud sont tous confrontés à des résurgences de nationalisme. Les opérations de maintien de la paix, interminables et hors de prix, ont montré leurs limites.

Avec son **intervention en Géorgie**, courte, massive et visiblement bien préparée, la Russie a voulu faire la démonstration qu'elle n'accepterait pas l'influence d'Etats tiers dans la zone stratégique du Caucase. L'OTAN tout comme les autres organisations internationales – qui d'ordinaire défendent avec verve les Droits de l'Homme, les droits des peuples et le règlement pacifique des différends – ont réagi par leur silence devant une telle démonstration de force. Le message était clair: **quand la force commande, le droit n'a plus qu'à s'adapter**.

Tous les pays sont menacés par ces nouveaux développements: à une époque où les **frontières** ont été en grande partie **abolies**, les échecs des interventions ne se cantonnent pas à une région donnée. Les structures claniques des pays, où les missions internationales de pacification ont échoué, sont la colonne vertébrale du crime organisé (trafics d'armes et de stupéfiants, traite des femmes, blanchiment d'argent) et l'exportent vers les pays industrialisés comme la Suisse. La conséquence en est **une érosion de l'ordre** juridique des pays industrialisés.

Djihad, Darfour, Liban: la responsabilité des guerres est "collectivisée". Les Etats (la Suisse aussi) se cachent derrière les opérations de l'ONU, de l'UE, de l'OSCE et de l'OTAN. La responsabilité est reportée sur un collectif, dans lequel aucun commandant ne se sent personnellement et concrètement responsable de la mission qui lui a été confiée et qui a souvent été formulée vaguement par des diplomates. L'échec des missions est de ce fait presque acquis d'avance.

Les autorités étatiques (des Balkans, d'Afrique, d'Afghanistan, d'Iraq, du Liban) ne jouent en général dans ce type de conflits que des rôles secondaires. Le véritable pouvoir est aux mains de **clans**, qui disposent souvent de véritables milices privées. Les fronts sont flous tout comme les objectifs des conflits.

Les gouvernements qui décident d'envoyer des contingents militaires dans les théâtres de conflits ne sont mus en réalité que par une seule préoccupation: **ils ne veulent pas être tenus responsables de la mort de leurs propres concitoyens**. En clair: des soldats sont abusés pour le seul désir de certains politiciens de se profiler. Et cela nuit à toute armée.

La confusion et les dommages croissent parce que chaque contingent national reçoit pour des raisons de politique nationale des ordres de mission différents (ces différences allant jusqu'à l'armement ou à l'autorisation d'utiliser les armes).

Privatisation des guerres

Les **cyber-conflits** sont devenus une réalité. Les ennemis ne passent plus la frontière, ils sont déjà dans le pays. Ils attaquent soudain de l'espace, de nulle part – mais aussi des quartiers de certaines villes. Ils visent les **réseaux**, qui pilotent les **installations essentielles** (les infrastructures vitales du pays). Le terrorisme échappe à toute classification en cas graves (du ressort de l'armée) et en cas normaux (du ressort de la police). Les **guerres asymétriques** deviennent réalité. Les conflits ressemblent de plus en plus à des entreprises privées à but lucratif; elles deviennent ainsi des facteurs économiques. L'"**outsourcing**" de **taches militaires** est une mode dangereuse: à quels ordres les employés civils de sociétés, qui exploitent des installations ou des infrastructures de sécurité pour le compte d'Etats, obéissent-ils?

De nouvelles formes de guerres gagnent en importance – dans les airs comme sur les mers, sur terre ou encore dans le cyberspace. Les grandes puissances ont aujourd'hui déjà des troupes spéciales **sans uniformes**, qui opèrent dans des pays étrangers (en Suisse aussi). Les révolutions sont soutenues ou réprimées. Les armées d'intervention et les armées coloniales sont une réalité.

La **Suisse** est touchée par cette évolution depuis qu'elle s'est mêlée de l'avenir du **Kosovo** (et d'autres points chauds de la planète). La direction politique du Kosovo (gouvernement Thaci) est impliquée dans la **criminalité organisée**, qui sévit depuis le pays (trafic d'héroïne, d'armes et de femmes, blanchiment d'argent, etc.). Personne ne sait exactement qui dirige les forces armées du Kosovo. Il est aujourd'hui avéré que le crime organisé kosovare a essaimé en Suisse, qui est depuis devenu une base arrière pour ces trafics.

Les réponses à ces nouvelles menaces doivent dicter la mission que le Conseil fédéral donnera à l'armée suisse. Les canons ne sont plus la seule réponse à de nouvelles menaces venues du ciel, bien qu'ils soient encore nécessaires pour la protection matérielle. La Suisse a besoin d'une **troupe spécialisée**, qui saura développer d'une part des **techniques de défense contre des armes guidées électroniques**, et d'autre part **garantir la sécurité d'Internet en Suisse** – autant pour les réseaux de l'Etat que pour ceux utilisés par les individus ou les entreprises. Ce sont là des mesures de défense concrètes contre les nouvelles formes de guerre symétriques et asymétriques.

Tant que l'on croira à l'idée d'une armée construite par modules, le principe fondamental selon lequel on doit se connaître personnellement en cas de crise, principe qui gagne en importance depuis l'émergence des menaces asymétriques, ne pourra pas être respecté. On sait pourtant depuis longtemps que les unités, où les officiers et les soldats ont appris à travers des exercices pénibles à se faire mutuellement confiance, supportent bien mieux les coups durs que des équipes constituées à la hâte sur le principe de la modularité. Même les unités en cours de répétition sont aujourd'hui constituées de manière folklorique. **Les principes élémentaires de sécurité sont aujourd'hui oubliés** – sans que cela ne produise de réaction à la tête de l'armée.

La "vieille guerre" existe encore: en Afrique par exemple il s'agit principalement de guerres entre tribus. Et le cas de la **Géorgie** nous a montré que la **guerre conventionnelle**, avec ses moyens lourds, n'appartient pas au passé.

La privatisation des guerres est encouragée entre autres par la décision de nombreux Etats de remplacer leur armée de milice par une **armée professionnelle**. Dès lors, un nombre croissant d'anciens officiers de divers pays cherchent à se reconvertir en "consultants" pour des armées privées. Cette évolution mène à une dissémination de connaissances militaires sans précédent, pouvant représenter une menace qu'il convient de ne pas sous-estimer.

L'abandon partiel des droits souverains de l'Etat induit une **érosion progressive du monopole de la puissance publique**. Là où les structures étatiques et la responsabilité de l'Etat se désagrègent, on ne peut éviter les pires atrocités (cf. encadré).

Le monopole de la force publique

L'humanité a pu à maintes reprises faire l'expérience des dégâts auxquels elle s'exposait lorsque l'Etat n'avait pas le monopole de la force publique. En Europe, **la Guerre de Trente Ans** (1618-1648) avec ses atrocités sans précédent, a fini par convaincre petit à petit que la sécurité, la paix et l'ordre intérieur ne pouvaient être garantis que là où le monopole de la force publique revenait à l'Etat. Une vision qui s'est également avérée durant le XIX^e et XX^e siècle. Le monopole de l'Etat sur la force publique n'a toutefois pas fait disparaître **les guerres**. Mais celles-ci **ont été soumises à des règles**, qui ont au moins permis d'épargner les populations civiles. Aujourd'hui ce principe du monopole de la force publique de l'Etat est à nouveau remis en cause par les partisans de la "responsabilité collective". Les conséquences pourraient s'avérer dévastatrices, moins pour la classe politique que pour le reste de la population.

La direction de l'armée suisse ne s'est presque pas exprimée sur la privatisation des conflits et les dangers qui en résultent. Quant à savoir si la **Suisse** est préparée à une éventuelle cyber-attaque sur sa place financière ou par exemple sur les réserves d'or stockées dans le pays, le doute subsiste.

Terrorisme

Le terrorisme peut certes miner la population, mais aucun terroriste n'est parvenu jusqu'ici à mettre en péril l'existence d'un Etat. Ce constat a fragilisé les terroristes de tous bords. Pourtant, certains groupes disposent d'un arsenal moderne et diversifié. Ils possèdent même des **armes de destruction massive** avec lesquelles ils peuvent commettre des dégâts

incommensurables. Par des menaces d'attentats ou des actions, les terroristes ont aussi parfois poussé les Etats à agir d'une manière différente de ce qu'ils auraient décidé volontairement.

La société contemporaine doit faire face à trois défis majeurs: **idéologique** d'abord, avec la remise en question de principes fondamentaux (sécularité, droit et pouvoir, démocratie et liberté); **juridique** ensuite, avec la remise en cause de son affirmation en tant qu'Etat de droit; **militaire** enfin, face au combat asymétrique qu'elle doit mener au sein de sa propre population. Telle est la véritable menace du terrorisme.

En **Suisse**, il n'y a pas de volonté d'informer la population des risques d'attaques asymétriques. La population n'apprend pas s'il existe une lutte anti-terroriste et le cas échéant, en quoi elle consiste. Des exercices (où il s'agit de "penser l'impensable") sont très rares voire inexistantes.

Peace-maker

L'idée très en vogue du "miles protector" est elle-aussi un échec. Le concept de "peace keeping" (maintenir la paix) à savoir "sauver, protéger et aider" s'est transformé en celui de peace enforcing (imposer la paix), c'est à dire **un combat pour la vie ou la mort**. C'est l'expérience des **soldats qui reviennent de ces "mission de la paix"**. Ils découvrent souvent une toute autre réalité sur le terrain. Les hôpitaux militaires des puissances d'intervention doivent souvent gérer des problèmes de réinsertion et le chiffre **des cas sociaux** augmente de façon inquiétante. Le caractère mercenaire des armées modernes fait payer un tribut de plus en plus lourd. Les états industrialisés sont impuissants face à ces conséquences.

La **Suisse** ne connaît pas encore le problème des soldats traumatisés par la guerre. Mais elle doit faire face à des personnes qui ont passé des années dans des régions en crise et qui ont perdu toute relation à leur profession. Nombre d'entre eux avaient déjà des problèmes professionnels ou privés avant de partir, et leur réinsertion dans la société civile est souvent un échec. Il faut **"des structures d'aide pour les vétérans"**. C'est pour éviter ce problème que la Suisse s'est toujours appuyée sur son système de milice. Mais les missions de paix à l'étranger mettent à mal ce principe. Avec des conséquences de plus en plus visibles.

La Suisse vit repliée sur le passé

Le DDPS a raté la mutation de la carte des conflits et continue de la rater. Le Conseil fédéral s'agrippe au rapport de politique de sécurité 2000 (RAPOLSEC 2000), qui se base sur une vue d'ensemble des années nonante, totalement désuet. **"L'intervention humanitaire"** s'est révélée être une **dangereuse illusion**. Elle est devenue annonciatrice (et on croyait bien faire) de nouveaux conflits, dont la fin et les risques de débordement sont imprévisibles. Les règles de comportement, que doivent suivre les soldats de la Swisscoy au Kosovo, sont imprégnées de ces fausses illusions.

Les responsables de l'armée suisse doivent enfin comprendre que l'adaptation de l'armée doit se faire à l'aide **de simulations de cas critiques**, et non pas en échafaudant des plans derrière des bureaux. Ces plans sont souvent déjà obsolètes lorsqu'ils sont mis en pratique, ils suivent trop souvent des tendances ou des modes qui n'ont rien à voir avec la réalité.

La Suisse applique aujourd'hui une réforme de l'armée, (Armée XXI, Etape de développement 08/11) dans l'idée d'une **intégration progressive dans l'OTAN** qui adhère à la **doctrine Rumsfeld** des années nonante (armée d'intervention avec peu d'effectifs, beaucoup de technologie, commandement en réseau et décision centralisée). La hiérarchie se félicite, mais oublie un peu vite que la doctrine Rumsfeld **a échoué** en Irak et en Afghanistan. Alors que l'OTAN l'a abandonnée depuis longtemps, la guerre en Géorgie l'a définitivement enterrée.

En revanche, personne ne s'inquiète des **carences** (sélection des cadres, logistique, capacité d'engagement). Ou alors, elles sont minimisées; des plaintes importantes sont classées. Le processus de nomination actuel des cadres montre des erreurs de décision à tous les niveaux, jusqu'au sommet de l'armée. Il faut le corriger fondamentalement. La **milice** qui exprime ces réserves est **muselée**. Conséquence, beaucoup de jeune miliciens ne voient plus d'intérêt dans une carrière militaire et se désintéressent de l'armée.

Ce sont des civils qui dominent la rhétorique (la ministre des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey, les membres de la direction de la politique de sécurité du DDPS, avec un diplomate à sa tête). Les têtes pensantes de l'armée et le chef du Département sont attentistes. Le manque chronique de réflexion stratégique lors de la formation des cadres crée les conséquences désastreuses que l'on sait.

Il manque au DDPS la force de décision pour entraîner de manière intensive la capacité d'adaptation de l'armée (ainsi que celle de ses dirigeants) dans le cadre d'exercices de commandement stratégique et de **défense commune**. Confronté à ces problèmes, le DDPS préfère se réfugier derrière une coopération – interne (qui est certes nécessaire mais qui a besoin d'être organisée et régie par des règles de base), mais surtout externe avec des armées étrangères. Autant le dire tout de suite: ce joker ne pourra être utilisé en cas de crise.

Après la **dissolution pure et simple du système de mobilisation** et aussi des **formations d'alarme**, qui fonctionnaient bien tous les deux dans les années nonante, l'opérationnalité de l'armée suisse s'est dramatiquement détériorée – un fait qui n'a visiblement même pas été discuté sérieusement par les politiques et les dirigeants de l'armée.

Il manque des éléments essentiels, non seulement dans l'armement et le matériel, mais aussi en matière de personnel et de réseaux sécurisés. Que se passerait-il si une attaque de pirates de l'informatique effaçait par exemple toutes les données de l'AVS? Mais le DDPS préfère ne pas entrer en matière sur une telle menace, à en croire sa "stratégie de défense". En réalité, il n'existe pas de vraie stratégie. La formation d'une pensée stratégique n'existe plus depuis le milieu des années 90. Le Conseil fédéral estime qu'il est superflu de se soumettre à des exercices de commandement et des scénarios complexes, proches de la réalité. "**Commander dans des situation de crise**" n'est possible que si l'on s'entraîne régulièrement et que l'on corrige ses erreurs. Cela est valable pour la politique et pour l'économie: il faut étudier au mieux et entraîner sa capacité à commander dans des situations difficiles où l'on est amené par exemple à devoir affronter les médias.

Il est du devoir du Conseil fédéral de définir sans tarder cette mission à l'attention de l'armée, afin de garantir la liberté et l'indépendance de notre pays.